

# CULLETTIVITÀ DI CORSICA

ASSEMBLEA DI CORSICA

2<sup>DA</sup> SESSIONE URDINARIA DI U 2018  
REUNIONE DI I 25 È 26 D'UTTOBRE DI U 2018

N° 2018/O2/077

## MOTION AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE

**DEPOSEE PAR :** M. Romain COLONNA AU NOM DU GROUPE « FEMU A  
CORSICA »

**OBJET :** DEMANDE DE LEVEE DU SECRET-DEFENSE DANS LE  
DOSSIER DU CRASH DE LA CARAVELLE AIACCIU-NIZZA DU  
11 SEPTEMBRE 1968.

---

**CONSIDERANT** plusieurs éléments et indices concordants qui laissent penser qu'un tir de missile lié à des exercices militaires est à l'origine du crash de l'avion qui effectuait la traversée Aiacciu-Nice le 11 septembre 1968,

**CONSIDERANT** les nombreuses actions en justice qui n'ont pu aboutir jusqu'alors à la manifestation de la vérité, se heurtant à plusieurs obstacles notamment celui de la prescription,

**CONSIDERANT** l'ouverture d'une information judiciaire dans le cabinet du doyen des juges d'instruction de Nice, M. Chemama, du chef de soustraction de documents et de recel de preuves,

**CONSIDERANT** le fait que les éléments recueillis dans le cadre de cette information ont conduit le juge à solliciter la levée du secret-défense concernant un certain nombre de pièces et documents,

**CONSIDERANT** l'exigence absolue de vérité et de justice face à la douleur immense des familles et l'impossibilité d'un deuil accompli dans ce contexte d'incertitude et d'ignorance,

**CONSIDERANT** ce que le Président de la République Emmanuel Macron écrit lui-même dans un courrier en date du 2 octobre 2017 en réponse à un précédent courrier du Président Gilles Simeoni : « il m'apparaît évident que tous les moyens doivent être mis en œuvre pour comprendre les causes de ce drame et qu'aucun obstacle ne devra être opposé à l'établissement de la vérité »,

**CONSIDERANT** la lettre en date du 17 octobre 2018, cosignée par le Maire de Nice, Christian Estrosi, le Maire d'Aiacciu, Laurent Marcangeli, le Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, le Président du Conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, le Président de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, saisissant le Président Emmanuel Macron pour une levée du secret-défense dans ce dossier,

### **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**EXPRIME** sa solidarité aux familles des victimes et son soutien au combat qu'elles mènent sans relâche depuis 50 ans au service de la vérité et de la justice.

**SAISIT** solennellement à son tour le Président de la République Emmanuel Macron pour lui demander de solliciter le Ministre des Armées en vue d'ordonner la levée du secret-défense dans ce dossier.